

tion de l'amendement de M. Paumier (p. 4897); Art. 5 bis : Demande de disjonction prévoyant 3 milliards d'économies par décret, présentée par M. Lamps (p. 4897); Art. 1^{er}, TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS : 5 milliards d'abattement sur la subvention à la S. N. C. F. (p. 4898, 4899); de ce projet de loi amendé par le Conseil de la République, Art. 1^{er}, Etat A, INTÉRIEUR, Chap. 5050 : Amendement de M. Cristofol tendant à reprendre l'abattement de l'Assemblée Nationale pour la subvention aux collectivités locales atteintes par la guerre [18 mai 1951] (p. 5463); Art. 1^{er} bis : Demande de disjonction de l'article prévoyant 4.549 millions d'économies sur le budget civil, présentée par le Gouvernement (p. 5465); Art. 2, Etat B, INTÉRIEUR : Amendement de M. Cordonnier tendant à reprendre le chiffre du Conseil de la République pour la reconstruction des îlots insalubres et l'urbanisme (p. 5486); Art. 7 bis : Amendement de M. Paumier tendant à instituer un carburant agricole vendu aux deux tiers du prix du carburant ordinaire (p. 5487); Art. 9 : Amendement de M. Thuillier relatif au financement du Centre national du cinéma (p. 5488); Art 16 : Amendement de M. Moisan tendant à disjoindre l'article supprimant les offices de logement (p. 5488); — du projet de loi relatif au budget annexe des prestations familiales agricoles en 1951, en qualité de Rapporteur [9 mai 1951] (p. 4902, 4903); Motion préjudicielle de M. Boulet tendant à surseoir à la discussion jusqu'à ce qu'un nouveau texte soit présenté (Apéritifs à base d'alcool) (p. 4906); — du projet de loi de finances pour 1951 : Demande de renvoi du débat, présentée par M. Betolaud [18 mai 1951] (p. 5503, 5504); Proposition de trier les amendements, présentée par le Gouvernement (p. 5504); Art. 14 ter : Amendement de M. Charpentier tendant à affecter 1.300 millions au paiement de la ristourne du carburant agricole (p. 5522); Art. 14 quinquies : Amendement de M. Arthaud tendant à mettre à la charge de l'acheteur les taxes à l'achat des produits agricoles (p. 5523); Art. 14 septies : Amendement de M. Lamps tendant à disjoindre l'article établissant une taxe unique sur les viandes (p. 5525, 5526); Art. 18 : Amendement de M. Tanguy Prigent tendant à disjoindre l'article restreignant l'octroi de l'allocation temporaire aux vieux (p. 5537). = S'excuse de son absence [20 février 1951] (p. 1370). = Obtient un congé [20 février 1951] (p. 1370).

AHNNE (M. Georges), Député des Etablissements français de l'Océanie.

Son élection est validée [13 février 1947] (p. 299). = Est nommé membre de la Commission des moyens de communication [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est nommé *Juré à la Haute Cour de justice* (Application de l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [8 juin 1948] (p. 3276). = Son décès est annoncé à l'Assemblée [13 octobre 1949] (p. 5764).

AIROLDI (M. Julien), Député du Rhône (1^{re} circonscription).

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). = Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347).

Dépôts :

Le 14 janvier 1947, une proposition de loi tendant à la nationalisation des usines automobiles Berliet, n° 265. — Le 9 août 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer dans toute la France un prix uniforme du pain sur la base du prix appliqué à Paris, n° 2360. — Le 3 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour accélérer le recrutement des professeurs et maîtres d'éducation physique et sportive nécessaire à l'enseignement de l'E. P. S. dans les établissements de l'enseignement et à l'encadrement des sociétés sportives, n° 2988. — Le 3 janvier 1948, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures pour le rétablissement sur les chemins de fer du billet collectif à 50 0/0 par groupe de 10 pour les sportifs, n° 2989. — Le 12 février 1948, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur les propositions de résolution : 1° de M. Garaudy et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour développer l'éducation physique, les sports et les activités de « plein air »; 2° de

Mme Viénot et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre une série de mesures concernant la formation physique et sportive de la jeunesse, les activités de plein air et les activités de culture populaire; 3° de M. Temple tendant à inviter le Gouvernement à développer l'éducation physique et à encourager la pratique des sports par des mesures appropriées, n° 3361. — Le 17 février 1948, une proposition de loi ayant pour objet de régler définitivement le statut juridique des usines automobiles Berliet, n° 3395. — Le 3 février 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre toutes mesures utiles pour étendre le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 aux organisations de plein air et de jeunesse, n° 6299. — Le 16 juin 1949, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de loi de M. Cristofol et plusieurs de ses collègues tendant à maintenir et développer le patrimoine lyrique de notre pays, n° 7479. — Le 1^{er} décembre 1949, une proposition de résolution tendant à constituer une commission d'enquête pour rechercher les raisons qui ont motivé la décision du 24 décembre 1948 qui a ramené la confiscation des biens de M. Paul Berliet de 200 à 2 millions, n° 8574. — Le 23 mars 1950, une proposition de loi tendant à prendre toutes mesures utiles pour rétablir le bénéfice du billet collectif à 50 0/0 aux organisations de plein air et de jeunesse, n° 9610. — Le 14 novembre 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement : 1° à attribuer immédiatement un premier secours aux sinistrés victimes des inondations provoquées par la crue du Rhône, de l'Ain et de l'Isère le 12 novembre 1950; 2° à prendre d'urgence les mesures propres à indemniser ces sinistrés; 3° à accorder à ces sinistrés l'exonération des impôts de 1950, n° 11252. — Le 22 décembre 1950, une proposition de loi tendant à organiser la pratique du camping, n° 11754.

Interventions :

Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget d'équipement et de reconstruction pour l'Exercice 1947, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 912 : *Soutient l'amendement de M. Guy de Boysson tendant à rétablir les crédits pour les acquisitions des établissements nationaux d'éducation phy-*

sique et sportive [7 mars 1947] (p. 728). — Prend part à la discussion du projet de loi portant ouverture de crédits provisoires applicables aux dépenses du budget ordinaire (Services civils) pour le deuxième trimestre de l'exercice 1947, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 534 : *Son amendement tendant à réduire de 15 millions de francs les crédits alloués aux mouvements de jeunesse et associations d'étudiants* [25 mars 1947] (p. 1058); *le retire* (p. 1059). — Est entendu au cours du débat sur une demande en autorisation de poursuites contre les députés malgaches [6 juin 1947] (p. 1988 et 1989). — Dépose une demande d'interpellation sur la solution que le Gouvernement compte donner à la situation des établissements Berliet sous séquestre [27 novembre 1941] (p. 5194). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947, Etat I, EDUCATION NATIONALE, *Discussion générale* [26 décembre 1947] (p. 6308); — de sa proposition de résolution relative à l'enseignement physique : *Discussion générale* [20 mai 1948] (p. 2806, 2807); — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948, Etat A, EDUCATION NATIONALE, Chap. 161 : *Services extérieurs de la jeunesse et des sports* [4 août 1948] (p. 5294, 5295, 5296). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents (*Problème des loyers*) [20 janvier 1949] (p. 58). — Pose à M. le Ministre des Finances une question relative aux difficultés des collectivités locales pour construire des stades et piscines [28 janvier 1949] (p. 239). — Prend part à la discussion : de la proposition de résolution relative à la construction et à la reconstruction de bâtiments scolaires : *Son amendement tendant à prévoir un crédit de 70 milliards pour les constructions scolaires prélevé sur les crédits militaires* [3 mars 1949] (p. 1189); — d'une proposition de résolution relative aux billets collectifs des organisations de jeunesse et de plein air : *Discussion générale* [17 juin 1949] (p. 3465, 3466). — Dépose une demande d'interpellation sur la démission de M. Ansay, administrateur provisoire des usines Berliet, et le nouveau protocole conclu au sujet de cette société [15 novembre 1949] (p. 6074). — Prend part à la discussion du projet de loi portant statut de l'entreprise Berliet : *Discussion générale* [15 novembre 1949] (p. 6112, 6113, 6114); Art. 1^{er} ;

Son contre-projet tendant à dissoudre la société Berliet à la date du 5 novembre 1944 (p. 6129); Art 1^{er} : *Contre-projet de M. Philip dissolvant la société Berliet à la date du 5 décembre 1944 et attribuant actif et passif à l'Etat* (29 novembre 1949) (p. 6443). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des présidents; *Discussion du statut de l'entreprise Berliet* [29 novembre 1949] (p. 6429). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale, amendée par le Conseil de la République : *Discussion générale* [21 novembre 1950] (p. 7944, 7945). — Pose à M. le Ministre de l'Education nationale une question relative à une enquête faite sur l'enseignement d'un professeur d'histoire [22 décembre 1950] (p. 9496). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif aux dépenses d'équipement des services civils en 1951, EDUCATION NATIONALE, Chap. 9130 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les collèges nationaux d'éducation physique (Centre de Saint-Maur)* [11 avril 1951] (p. 3095); — du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des services civils en 1951, EDUCATION NATIONALE, Chap. 1580 : *Professeurs d'éducation physique (Ecole de Joinville)* [21 avril 1951] (p. 3745, 3746, 3747); Chap. 1650 : *Centres régionaux d'éducation physique* (p. 3748, 3749); Chap. 1670 : *Personnel des centres d'éducation physique* (p. 3749); Chap. 3630 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel sportif* [23 avril 1951] (p. 3768); Chap. 3650 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des C.R.E.P.S.* (p. 3769); Chap. 3711 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour le matériel des centres régionaux de la jeunesse* (p. 3770); Chap. 3713 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour frais de stages* (p. 3771); *le retire (ibid.)*; Chap. 5390 : *Subventions aux associations sportives* (p. 3779); Chap. 6050 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les activités de plein air (Réduction sur les billets)* (p. 3781); Chap. 6070 : *Activités physiques dans les milieux ouvriers* (p. 3782); Chap. 6081 : *Fonds national sportif* (p. 3782); Chap. 3590 : *Son amendement tendant à porter le pécule des élèves des écoles normales supérieures à 72.000 francs par an* (p. 3809); *le retire (ibid.)*; — du projet de loi portant réalisation

d'un plan d'économies; Art. 2, EDUCATION NATIONALE; *Sa demande de disjonction des abattements sur les crédits de l'Education nationale* [8 mai 1951] (p. 4808) — d'une proposition de loi portant rémunération des étudiants et élèves de l'enseignement supérieur; Art. 1^{er} : *Son amendement tendant à insérer la référence à la loi du 22 août 1946* [12 mai 1951] (p. 5135).

AKU (M. Andréas), Député du Territoire du Togo.

Son élection est validée [12 décembre 1946] (p. 73). — Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication [11 février 1947] (p. 276), [26 janvier 1948] (p. 195); de la Commission des territoires d'outre mer [18 février 1947] (p. 357), [26 janvier 1948] (p. 195), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [18 janvier 1949] (p. 34); [17 janvier 1950] (p. 300); de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission des affaires économiques [17 janvier 1950] (p. 299). — Est élu *Secrétaire de la Commission des territoires d'outre-mer* [J. O. du 26 janvier 1951] (p. 913). — Est nommé membre, par la Commission des territoires d'outre-mer, du Conseil de surveillance de la Caisse centrale de la France d'Outre-mer [21 février 1951] (F. n° 679).

Dépôts :

Le 27 février 1947. une proposition de loi tendant à fixer le régime électoral, la composition, le fonctionnement et la compétence des Assemblées représentatives du Togo et du Cameroun, n° 759. — Le 16 mai 1950, une proposition de loi relative au statut des chefs coutumiers en Afrique occidentale française, au Togo, au Cameroun et en Afrique équatoriale française, n° 9971. — Le 24 octobre 1950, une proposition de loi relative à l'élection des membres de l'Assemblée Nationale dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Togo, du Cameroun et de la Côte française des Somalis, n° 11113.